

Déclaration du 08/10/15 de l'intersyndicale des Hautes Pyrénées

(Solidaires) L'été n'aura rien changé à la situation que nous vivons, dans un contexte économique et social toujours aussi désastreux.

Les dernières lois votées continuent d'être au service du patronat. Elles vont à l'encontre du partage du travail, des richesses que celui-ci produit dans le pays.

Elles alimentent la désespérance au sein de la population, désespérance que récupère l'extrême droite et qui lui permet d'y aller de ses fausses solutions.

De même sur la question des réfugiés fuyant la guerre et les dictatures, question à laquelle les gouvernements de l'Union Européenne opposent répression et mépris du droit d'asile.

Après l'Accord National Interprofessionnel de 2013 qui facilite les procédures de licenciement,

après la Loi Macron qui banalise le travail du dimanche et s'attaque aux Prud'hommes,

après la Loi Rebsamen qui réduit les droits des représentants du personnel dans les entreprises,

après le pacte de responsabilité qui donne cinquante milliards d'euros aux patrons, pris aux services publics, à la Sécurité sociale, aux hôpitaux, aux retraités, aux fonctionnaires,

après la réforme territoriale qui accentue la désertification, menace des millions d'emplois publics et privés et met en concurrence les régions entre elles,

le gouvernement vient de lancer une nouvelle attaque contre nos droits : une réforme du Code du travail.

Démanteler davantage les 35 heures et « simplifier » le code du travail en donnant à des accords d'entreprise la supériorité par rapport à la loi, y compris si ces accords sont inférieurs à cette dernière démontrent la volonté du gouvernement actuel de continuer la casse de tous les acquis sociaux collectifs, dans le privé comme dans le public.

Le rapport Combexelle, qui va servir de base à cette loi, prévoit d'inverser la hiérarchie des normes du droit du travail et d'en finir avec le principe de faveur.

Le Code deviendrait un simple socle minimal, et l'on pourrait, dans une entreprise, déréglementer les salaires et le temps de travail au détriment des conventions collectives.

Cela veut dire que demain, le contrat de travail ne protège plus individuellement le salarié.

(FSU) Evidemment, à l'annonce de ces mesures, le MEDEF jubile et se trouve encouragé à en demander encore plus.

Sa proposition concernant l'AGIRC et l'ARRCO aurait un impact direct sur l'âge de départ à la retraite et amputerait la pension des retraités d'environ 300€ par mois.

Si cette contre réforme voit le jour, des dizaines et des dizaines d'années de conquêtes syndicales seront alors effacées.

L'affichage du gouvernement à la dernière université du MEDEF reste ainsi une provocation inadmissible.

Vraiment, les capitalistes nous coûtent cher, et ce sont les plus fragiles d'entre nous qui en paient le prix à travers des politiques d'austérité désastreuses menées dans toute l'Union Européenne par ses gouvernements et son patronat.

Ces politiques entraînent des catastrophes partout où elles sont mises en œuvre, en Grèce, en Espagne, au Portugal... La pauvreté et le chômage augmentent, les services publics se détériorent, les retraites et les pensions diminuent.

Nous, organisations syndicales CGT, FSU et Solidaires, condamnons sans réserve ces véritables plans d'austérité à l'échelle de notre pays que sont le Pacte de responsabilité, les lois Macron et Rebsamen ou la réforme territoriale.

Nous en exigeons le retrait !

Ce n'est pas le patronat qu'il faut subventionner, ce sont les revendications urgentes des salariés, des chômeurs et des retraités qu'il faut entendre et satisfaire, sur les salaires, l'emploi, la retraite et les services publics.

- augmenter les salaires, c'est possible par une autre répartition des richesses produites. Des salaires plus élevés, c'est une augmentation de la consommation et donc une économie qui redémarre et relève la tête.

Un euro de plus de l'heure dans le privé et huit pour cent d'augmentation du point d'indice dans le public, ce sont quinze milliards de recette supplémentaire pour la Sécurité sociale !

- L'emploi est plus que jamais une préoccupation majeure des salariés de notre pays.

Puisque le gouvernement a fait le choix de verser des aides publiques aux entreprises privées, alors il faut une contrepartie ! Déjà la transparence sur les versements. Qu'en font les entreprises qui en sont bénéficiaires ? Et puis le blocage des licenciements, des délocalisations, des fermetures d'entreprises, y compris en nationalisant !

(CGT) Notre département est profondément impacté par l'hystérie selon laquelle l'apport massif de fonds publics développerait l'emploi. La réalité des Hautes-Pyrénées est celle-ci, rien qu'au travers du CICE, ce sont 16 millions d'euros qui ont été donnés sans condition au patronat en 2014, 2015 sera sans doute encore plus juteuse. A contrario depuis le début de l'année ce sont plus de 500 emplois industriels qui ont disparu. Pire, l'hystérie est telle qu'un patron voyou a pu abuser tout le monde et monopoliser plusieurs centaines de millions d'euros d'argent public en faisant miroiter près de 400 emplois sur TARBES. Vous l'avez compris, nous parlons du scandale de MG Call et IRC qui a plongé plus de 140 salariés dans le désarroi. Saluons ici le combat admirable qu'ont mené ces femmes et ces hommes pour obtenir à minima réparation d'un préjudice inqualifiable. Un combat gagnant et exemplaire, preuve en est que l'action collective est l'alternative qui doit guider les salariés.

Face à ces situations, plus que jamais il nous faut revendiquer haut et fort un véritable contrôle des aides publiques versées aux entreprises et que celles-ci soient conditionnées à une politique sociale exemplaire et des engagements concrets pour la création d'emploi.

- De même, le retour à la retraite à 60 ans à taux plein et l'abrogation des lois régressives depuis 1993 permettrait de favoriser l'embauche des jeunes en CDI.

- Nos services publics ne sont plus que l'ombre d'eux-mêmes, objet d'une véritable casse sans égard pour leurs usagers. Ils doivent être préservés et renforcés car ils sont indispensables à la garantie de l'égalité des droits.

Face aux inégalités, à l'appauvrissement croissant de la population, face au délitement sans fin de nos droits les plus élémentaires, face à l'exploitation sans nom des salariés et des chômeurs de notre pays, livrés à la précarité d'une vie professionnelle

sans perspective, face à la répression dont sont l'objet de nombreux militants syndicaux, face au danger de récupération par le Front national du ressentiment de nombre d'entre nous, nous ne pouvons que nous révolter !

Nos luttes sont justes et légitimes !

Dans les mois à venir, il nous faut renforcer notre mobilisation, manifester pour faire entendre l'urgence de véritables changements dans notre pays.

Nous avons besoin de toutes les forces sociales pour renforcer notre combat et faire reculer ce gouvernement et le patronat dont il est l'allié.